

Après les États généraux du progrès social, un PCF à l'offensive pour construire l'alternative politique

Rapport au Conseil national – 9 février 2018 – Igor Zamichiei

Cher·e·s camarades,

Les *États généraux du progrès social* organisés samedi dernier ont bien constitué, comme nous le disons dans l'appel final, un rendez-vous national important dans la riposte à la politique d'Emmanuel Macron, un lieu de convergence de militant·e·s politiques, syndicaux et associatifs, de citoyen·ne·s engagés dans des luttes et des projets, qui portent l'ambition d'un nouveau progrès social pour la France.

Donner de la visibilité aux luttes qui se mènent partout en France quand tout est fait par le pouvoir pour les étouffer, chercher à les unir quand tout est fait pour les diviser, mettre en débat des solutions alternatives aux politiques libérales quand la classe dominante martèle l'idée qu'il y a une seule politique possible, voilà des objectifs politiques essentiels auxquels aura contribué la journée du 3 février.

Ce Conseil national doit nous permettre de partager des éléments de bilan de cette initiative et de penser ses suites.

*

Concernant le bilan, on peut se satisfaire que plus de 1 000 personnes aient participé à ces états généraux. C'était un défi politique et organisationnel que de réussir une telle initiative avec moins de trois mois de préparation. Cela a été possible grâce à l'engagement de nombreux camarades responsables de secteurs de travail du Conseil national, de l'organisation du Parti, des salarié·e·s du siège et la mobilisation des camarades des fédérations qui accueillait les ateliers de travail et la plénière. Je veux les remercier toutes et tous ainsi qu'Isabelle De Almeida, qui coordonnait avec moi ce travail.

Je voudrais revenir ici sur quelques éléments d'appréciation du travail d'élaboration politique de cette initiative, d'organisation et de communication.

Le travail d'élaboration politique que nous avons mené ces derniers mois a montré l'importance de la coordination de nos secteurs de travail nationaux pour définir ensemble le fond et la forme de l'initiative. Nous devons réfléchir aux moyens de pousser plus loin ce travail à l'avenir car le cloisonnement de la production et de l'activité politique des secteurs est un frein à notre capacité d'action nationale alors qu'un travail transversal renforce notre capacité à construire un projet crédible et audible par nos concitoyens. Ce travail politique a aussi montré la nécessité de développer nos liens avec les organisations syndicales et associatives si nous voulons toucher une plus grande diversité d'acteurs. D'ores et déjà, les intervenant·e·s présents et la qualité de leur contribution est à souligner, elle nous permet de mieux appréhender les possibilités d'initiatives et de rassemblement.

Le travail d'organisation a, quant à lui, permis de donner un caractère national à ces états généraux, avec *in fine* la participation de camarades de 71 fédérations, ce qui est assez exceptionnel pour une initiative nationale hors congrès. Nous devons continuer de nous interroger sur la meilleure façon de recueillir les informations des initiatives prises localement, de les partager, de partager aussi la conception d'une initiative nationale avec tous les animateurs du Parti ou encore de nous doter d'outils militants communs.

Enfin, sur l'enjeu de la communication numérique, le développement du site Internet, le nombre important de vidéos réalisées, leur diffusion sur les réseaux sociaux a mobilisé de nombreux camarades et a permis de donner un écho aux états généraux. Ce travail a montré un potentiel important, même si nous devons encore approfondir notre réflexion sur les contenus les plus utiles à produire et partager, les interactions possibles avec les citoyens intéressés, le format des vidéos ou encore notre force de frappe sur les réseaux sociaux et la nécessité de développer la formation de camarades aux outils numériques.

Nous allons travailler un bilan sur chacun de ces enjeux, qui sont liés à notre congrès et à l'enjeu de la transformation de notre parti.

Pour restituer toute la richesse de cette initiative nationale, nous sommes également en train de travailler à partir des vidéos et prises de notes et nous réaliserons une synthèse de toutes les contributions reçues.

*

Deux faits politiques majeurs ressortent à mon sens de ces états généraux :

- Premièrement, la forte attente à l'égard du PCF pour répondre aux exigences sociales, d'égalité et de solidarité. L'intervention de Barbara Filhol, engagée dans le mouvement des EHPAD ou encore celle de Florent Guegen de la Fédération des acteurs de la solidarité et d'autres encore, celle de Bernard Thibault naturellement, étaient claires à ce sujet.
- Deuxièmement, les luttes valorisées à l'occasion de ces états généraux, les propositions recensées, témoignent du fait qu'une partie grandissante de nos concitoyen-ne-s ont une vision de leur travail et de la société, une exigence de reconnaissance de leur expertise, une conception des missions du service public et une détermination à défendre cette vision, qui constituent un point d'appui important pour construire une alternative à la politique d'Emmanuel Macron.

Pour construire l'alternative politique, notre parti doit travailler à la complémentarité de son action avec celle des forces syndicales et associatives.

À ce sujet, la récente déclaration du CCN de la CGT du 7 février est très importante. Elle fait le constat « *de fortes mobilisations dans différentes professions ou entreprises, dans le public comme dans le privé* », « *des réalités d'un monde du travail en souffrance* » (...) « *d'un manque de moyens humains et matériels* » et le fait que « *les services publics ne peuvent plus répondre aux besoins immenses des citoyens* ». Elle souligne le soutien important des Français à ces mobilisations, qui anticipent même, à 64 %, leur développement.

La centrale appelle à « *agir autour de propositions concrètes pour améliorer le quotidien du monde du travail et la création de milliers d'emplois et un autre projet de société de progrès social* ». Elle cite

quatre revendications : « *La réduction du temps de travail à 32 heures pour les salariés à temps plein et la fin des temps partiels imposés* » ; « *l'augmentation des salaires et des pensions, la reconnaissance des qualifications et l'égalité salariale et de carrière entre les femmes et les hommes.* » ; « *des droits nouveaux et une véritable protection sociale pour tous* » ; « *des services publics partout et pour tous.* » Enfin « *la CGT propose de construire ensemble une journée d'action interprofessionnelle dans les prochaines semaines, un tous ensemble où chacune et chacun pourrait inscrire ses propres revendications et s'inscrire dans un processus pour gagner.* »

Ce qui ressort à la lecture de cette déclaration, c'est une grande convergence avec ce qui a été exprimé au sein des *États généraux du progrès social* le week-end dernier, c'est l'expression de revendications concrètes complémentaires des propositions que nous portons.

Alors, comment donner un prolongement politique à ce mouvement social qui grandit dans le pays ?

Dans l'état actuel de dispersion des forces de gauche, il serait irréaliste de penser possibles et utiles des alliances de sommet. Mais si nous nous appuyons sur les luttes sociales actuelles en mettant en débat les propositions de chacune de nos forces, si nous nous fixons l'ambition de travailler à leur unité autour d'un projet de transformation sociale, alors mes camarades, je crois que des avancées sont possibles. Oui, la mobilisation grandissante des travailleurs peut permettre une unité de nos forces politiques sur des propositions à la hauteur des exigences qui s'expriment.

La tâche politique qui est devant nous est donc de penser les initiatives qui permettront de construire un processus politique dans lequel chaque force de gauche est respectée et apporte sa contribution à un nouveau progrès social pour la France, à une nouvelle dynamique de gauche dans laquelle les Françaises et Français se reconnaissent et reprennent espoir.

C'est le sens des propositions que je veux maintenant vous présenter.

Mesurons les potentiels très importants des axes de mobilisation que nous avons dégagés dans l'appel à l'issue des États généraux.

Je vous les rappelle : pour une sécurisation de l'emploi et de la formation, pour les droits des femmes, pour un accueil digne des migrants, pour une nouvelle industrialisation de la France, pour un service public et une protection sociale du XXI^e siècle, pour le droit au logement pour tous et toutes, pour la défense de nos communes et départements.

Je ne vais pas les développer tous, je vous invite à y revenir dans la discussion, mais j'aimerais m'arrêter sur deux d'entre eux, les enjeux du travail et de l'emploi d'abord, puis les enjeux du service public, pour examiner avec vous comment faire grandir les mobilisations en cours, travailler à leur convergence, et au rassemblement des forces de gauche pour ouvrir une alternative politique.

*

D'abord sur les enjeux du travail et de l'emploi

Ces enjeux sont au cœur de la vie quotidienne des Français. Souvenez-vous il y a quelques mois de l'écho important du reportage de *Cash Investigation* intitulé « *Travail, ton univers impitoyable* », qui

pointait les pratiques de l'entreprise *Lidl* et faisait une nouvelle démonstration grand public de la dure réalité de la souffrance au travail.

Aujourd'hui, c'est le gâchis des suppressions d'emplois qui fait l'actualité avec les annonces du groupe Carrefour. Alors que 500 millions d'euros ont été versés aux actionnaires en 2017, la suppression de 4 500 postes est prévue pour 2018 et dès 2019 ce chiffre pourrait exploser avec le passage massif à la location-gérance des hypermarchés, provoquant d'après les syndicalistes 30 % de perte d'emplois en moyenne.

Les ordonnances Macron et la future réforme de l'assurance chômage et de la formation professionnelle constituent une offensive de très grande ampleur contre le droit du travail et l'indemnisation du chômage. De premières initiatives organisées par la CGT et des mouvements de chômeurs sont prévues, comme celle du 14 février à Saint-Denis. Quant à la *loi entreprise* en préparation, elle vise à renforcer encore la domination patronale sur les collectifs de travail au mépris de l'expertise des travailleurs-euses. Elle cherche à intégrer la montée en puissance de la demande de responsabilité sociale et écologique des entreprises sans aucun dispositif réellement contraignant, en privilégiant la création d'une nouvelle forme d'entreprise, optionnelle, l'« entreprise à mission », sur le modèle des « *Benefit corporations* » américaines. D'autres mesures envisagées, comme le développement de l'intéressement des salariés aux bénéfices de l'entreprise, visent à faire adhérer la plus grande part possible du salariat aux objectifs patronaux.

Nous pouvons rouvrir en grand le débat public sur les enjeux du travail et de l'emploi dans le pays. Nous pouvons remobiliser les femmes et les hommes qui se sont retrouvés il y a deux ans dans le mot d'ordre « *On vaut mieux que ça !* »

Du secteur public au secteur privé, libérons la parole des travailleuses et travailleurs sur la souffrance au travail et la précarité, notamment des jeunes, à l'heure où 87 % des embauches se font en contrat précaire.

Et nous avons de quoi ouvrir ce débat : prenons appui sur les luttes, comme celles des salariés de Carrefour, mobilisons les salarié-e-s touchés par les conséquences de l'application des ordonnances Macron, révélons le contenu des projets de loi à venir en montrant que des alternatives existent. L'atelier des états généraux a été riche en propositions : pour un travail émancipé et pour une sécurisation de l'emploi et de la formation, avec la proposition de loi que nous avons déposée. Nous avons des propositions alternatives concrètes à opposer aux mesures gouvernementales.

Le gouvernement dit vouloir ouvrir le débat sur le rôle de l'entreprise ? Chiche, nous y sommes prêts ! Et les salariés aussi si on les écoute : 72 % d'entre eux disent vouloir participer davantage aux décisions de leur entreprise. **Nous pourrions en particulier décider d'une mobilisation nationale des communistes à la porte des entreprises, par exemple à travers une consultation nationale, pour échanger avec les salariés sur le travail, le statut des travailleurs et sur les finalités des entreprises, les pouvoirs à conquérir et le rôle des institutions financières dans le financement de l'activité et la réponse aux besoins. Et appelons les autres forces de gauche à rentrer dans ce débat avec leurs propositions.**

Et je propose de placer l'enjeu de l'égalité femmes-hommes au cœur de cette initiative en nous appuyant sur le mouvement féministe et nos propositions pour exiger des mesures

contraignantes pour la fin des violences sexistes et sexuelles au travail et pour l'égalité professionnelle.

*

J'en viens au deuxième enjeu que je souhaite développer, celui des services publics.

Comme l'a affirmé notre camarade Anicet Le Pors aux états généraux, le comité d'action public 2022, CAP 22, décidé par le gouvernement est une machine de guerre contre le service public.

L'objectif à terme, c'est la réduction du service public aux seules fonctions régaliennes de l'État dont les agents sont seuls à être placés dans une position statutaire et la généralisation des conventions collectives dans le reste des activités de service public. Bien sûr, une telle offensive ne s'accomplit pas du jour au lendemain. Mais Macron compte bien s'appuyer sur les victoires idéologiques remportées par la classe dominante pour accélérer le mouvement. D'ores et déjà le plan gouvernemental annoncé le 1^{er} février prévoit un recours accru aux contractuels ou encore la mise en place d'un plan de départs volontaires pour les fonctionnaires.

Cette offensive, qui passe par une baisse importante de la dépense publique, commence à rencontrer de fortes résistances dans tous les services publics.

Dans la santé, singulièrement l'hôpital public, qui est durement touché depuis de nombreuses années, et au-delà dans les EHPAD pour le respect du travail des soignant·e·s et de la qualité des soins aux patients, qui appellent un service public de l'autonomie de la personne : 1 500 luttes en 2017 dans les hôpitaux et EHPAD.

Dans l'éducation et l'enseignement supérieur pour la réussite de toutes et tous à l'opposé des réformes qui organisent une individualisation accrue du rapport au savoir, qui trient socialement les étudiants avec des dispositifs comme « Parcours sup » : de premières manifestations se sont tenues.

Dans le service public ferroviaire pour défendre l'entreprise publique SNCF, les droits et le statut des cheminots, pour exiger un développement du rail, un désendettement de l'entreprise, une augmentation des salaires et des pensions.

On pourrait encore citer les mobilisations à La Poste, à EDF, dans les prisons et tant d'autres.

Le PCF a un rôle important à jouer dans les prochains mois pour développer des fronts de luttes et obtenir des victoires sectorielles et en même temps travailler à la convergence de ces luttes pour un service public du XXI^e siècle.

Nous sommes particulièrement mobilisés sur la santé et la protection sociale à l'heure où la sécurité sociale est particulièrement menacée. Des initiatives sont prises dans toutes les fédérations et le tour de France des hôpitaux par les parlementaires communistes, qui débutera le 12 février à Lyon, peut être l'occasion d'amplifier cette mobilisation, de mettre en débat nos propositions, de les enrichir de celles des personnels de soin et des usagers. Un quatre-pages national élaboré par les parlementaires et une affiche nationale éditée par le Parti seront bientôt disponibles.

Nos camarades du Val-de-Marne viennent quant à eux de réussir un formidable rassemblement à Créteil pour la défense des services publics départementaux qui a réuni plus de 2 000 personnes, après 40 000 signatures récoltées par une pétition. De très nombreux agents territoriaux inquiets pour leur avenir et mobilisés pour défendre le service public aux populations de leurs territoires étaient présents.

Au-delà, sept des neuf syndicats de la fonction publique, la CGT, FO, la FSU, Solidaires, la CFTC, la CFE-CGC et la FA-FP viennent d'annoncer une journée de mobilisation le 22 mars prochain contre CAP 22 et pour le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Cette unité syndicale est extrêmement importante au regard de l'offensive en cours.

En complémentarité, nous avons un rôle à jouer pour nourrir cette mobilisation des propositions du PCF et pour le rassemblement des forces de gauche indispensables pour ouvrir des perspectives politiques. **Je vous propose que notre Conseil national lance un appel au rassemblement de toutes les forces de gauche pour appuyer cette mobilisation en organisant en amont, la semaine qui précède la mobilisation, le 14 ou le 15 mars par exemple, un *meeting* commun autour de l'ambition d'un service public du XXI^e siècle, dans lequel chacune de nos forces pourrait présenter ses propositions au service de la mobilisation sociale. À France insoumise, Génération.s, EELV, aux socialistes en rupture avec la politique de Macron, à toutes les forces de gauche, lançons cet appel : *Travaillons ensemble à l'unité de la gauche pour le service public. Sur un sujet aussi essentiel qui voit une unité syndicale s'affirmer pour riposter à la politique d'Emmanuel Macron, travaillons ensemble à l'unité politique de forces déterminées à défendre et promouvoir un service public qui permettra de répondre aux besoins de notre temps.***

*

Pour ces deux axes d'action, le travail et l'emploi et les services publics, nous devons veiller à la dimension européenne de notre intervention parce qu'elle contribue à la crédibilité de notre projet.

Sur ces enjeux, nous avons des propositions qui peuvent rencontrer un écho important, comme notre proposition d'un fonds européen de développement des services publics, si nous montrons concrètement comment un tel fonds peut répondre aux besoins des peuples européens.

Mettre en avant nos propositions à l'échelle européenne et chercher à construire des initiatives communes avec les forces du PGE peut nous permettre d'accélérer la préparation des élections européennes en mettant dans le débat public des enjeux qui touchent à la vie quotidienne des peuples européens.

J'ai pris ces deux axes pour montrer le rôle que peut jouer le PCF dans les mois qui viennent mais ce n'est bien évidemment pas exhaustif des initiatives à prendre.

Les 7 et 8 mars prochains les parlementaires communistes porteront dans leurs niches parlementaires sept projets de loi ou résolutions : pour le droit au logement contre les marchands de sommeil, pour la gratuité des transports scolaires, pour la reconnaissance sociale de droits nouveaux pour les aidants familiaux, pour les retraites agricoles, pour la justice fiscale en renforçant la lutte contre l'évasion fiscale et pour l'égalité salariale femmes-hommes. Faisons de ces deux journées des moments de popularisation, de mobilisation, de visibilité nationale des propositions du PCF.

Débattons également de la façon dont nous pouvons encourager et donner un caractère national à l'initiative de nos camarades des Hauts-de-France du samedi 9 juin prochain, qui appellent à marcher vers l'Élysée pour porter les colères et les espoirs de toute une région, pour dire « *Arrêtez l'austérité et les vieilles recettes libérales. Nous voulons du neuf.* »

Je veux enfin souligner la mobilisation nationale et locale des communistes pour un accueil digne des migrants. Face au projet de *loi asile-immigration*, le secteur international a proposé récemment d'engager la rédaction d'un « *Manifeste pour une autre politique migratoire, hospitalière et fraternelle* » avec un tract associé pour présenter nos propositions. Et j'en profite pour me féliciter de la victoire que nous venons d'obtenir à Paris, une victoire historique : le Tribunal de grande instance de Paris a condamné les anciens employeurs des coiffeuses et manucures du 57, boulevard de Strasbourg, à Paris 10^e, pour traite d'êtres humains à des fins d'exploitation par le travail. C'est la première fois en France que la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation par le travail est reconnue par la justice.

Je vous renvoie à l'appel des États généraux et au discours de Pierre Laurent pour ne pas citer dans ce rapport toutes les initiatives et actes politiques à produire dans les prochaines semaines.

*

Sur tous ces enjeux, la discussion de notre Conseil national doit nous permettre de réfléchir à la meilleure façon de poursuivre la dynamique des états généraux du progrès social : Quelles initiatives locales et nationales pour donner un prolongement aux états généraux, construire des fronts de luttes et de progrès pour la France ? Quelles priorités du PCF dans la séquence politique actuelle pour ouvrir une alternative ? Comment travailler au rassemblement des travailleurs, des forces de gauche ? Voilà les questions dont nous devons débattre cet après-midi.

Cher·e·s camarades, pour conclure, je veux dire que notre parti et les forces vives de la société française ont beaucoup d'atouts pour mettre un coup d'arrêt à la politique du Président de la République, à cette *start-up nation* inégalitaire qui n'a aucun avenir.

Oui mes camarades, il est temps de ringardiser le banquier au pouvoir ! Il est temps de montrer que la modernité est du côté des salarié·e·s qui veulent prendre le pouvoir sur leur travail, du côté des fonctionnaires qui veulent améliorer le service public, du côté des femmes qui luttent contre le patriarcat et pour l'égalité.

Montrons un Parti communiste français à l'offensive, qui porte des propositions radicales de transformations de la société et qui agit concrètement, à partir des luttes, pour créer les conditions du rassemblement des forces de gauche.

Nous sommes des millions dans le pays à vouloir le progrès social, une politique d'égalité et de solidarité. À nous de faire de cette ambition une force de transformation sociale incontournable.

Je vous remercie de votre attention.